

Convention collective d'arrondissement

IDCC : 1007. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,
CONNEXES ET SIMILAIRES**
(Thiers)
(11 avril 1979)

(Etendue par arrêté du 16 mai 1980,
Journal officiel du 8 juin 1980)

AVENANT N° 67 DU 21 SEPTEMBRE 2012
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES
AU 1^{ER} NOVEMBRE 2012

NOR : ASET1251442M
IDCC : 1007

Entre :

L'UIMM région de Thiers ;

L'UIMM Auvergne,

D'une part, et

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} novembre 2012, le barème des rémunérations minimales hiérarchiques (base 35 heures par semaine, 151,67 heures par mois) s'établit de la manière suivante :

a) Pour un coefficient hiérarchique égal ou supérieur à 170, le point unique est fixé à 4,80 €.

Les RMH sont calculées selon la formule :

Prix du point conventionnel (4,80) × coefficient hiérarchique.

Pour les coefficients hiérarchiques inférieurs au coefficient 170, la valeur du point (base 35 heures par semaine) est fixée à compter du 1^{er} novembre 2012 à :

(En euros.)

| COEFFICIENT hiérarchique | VALEUR du point |
|-----------------------------|--------------------|
| 140 | 5,58 |
| 145 | 5,43 |
| 155 | 5,18 |

- b) Toutes les RMH déterminées au paragraphe *a*, ci-dessus, sont majorées de 5 % pour les ouvriers.
- c) Toutes les RMH déterminées au paragraphe *a*, ci-dessus, sont majorées de 7 % pour les agents de maîtrise d'atelier.

Article 2

Les parties signataires réaffirment leur volonté de voir s'appliquer effectivement le principe de l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes pour un travail de même valeur.

Le respect de ce principe constitue un élément essentiel de la dynamique d'égalité professionnelle et de mixité des emplois indispensable au développement économique de notre société et à la reconnaissance de la place des femmes dans le monde du travail.

Article 3

Le présent accord a été fait en nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations syndicales représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 2231-6 du même code.

Fait à Cournon-d'Auvergne, le 21 septembre 2012.

(Suivent les signatures.)